L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 5 SEPTEMBRE 1872. 46me Année—Vol. XLV.

BUPUOY & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 5 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marin & Co., à l'ancien local de MM. Searing, coin Magasin et Gravier—Ligne d'automne et d'hiver

Par E. Hoyer & Co., dans leurs salles d'encan aux Nos 6 et 8 de la rue Vieille Levée — 486 caisses bottes, souliers et brodequins, et 10 malles chaussures fines pour hommes et jeunes gens.

Par D. E. Morphy, au No 67, rue des Magasins Prés, articles de boucher, coutellerie.

Par le même, au même endroit—Ale d'Ecosse.

Par R. M. Montgomery, à sa salle d'encan 97 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Bière d'Ecosse.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Quincaillerie et Coutellerie. —Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si on en désire l'insertion dans l'Abeille. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonnes

Le Choix des Juges.

Autrefois, en Louisiane, lorsque les gouverneurs étaient les hommes les plus considérés du pays, les nominations, faites par ces gouverneurs dans la magistrature, donnaient la plus entière satisfaction. Des gouverneurs honnêtes, intègres et éclairés, contrôlés d'ailleurs par un Sénat composé de l'élite de la population, ne pouvaient faire que de bons choix. La magistrature d'alors faisait honneur à la Louisiane et ses chefs ont laissé des noms vénérés et qui font autorité dans la jurisprudence.

La décadence de la magistrature dans notre Etat date de l'époque où l'esprit démagogique vint étendre à l'élection des juges et des moindres officiers judiciaires l'application du suffrage universel. Etre comme les instruments politiques d'un parti, sans égard à leur caractère et à leur capacité, les juges perdirent l'indépendance sans laquelle il n'y a pas de bon magistrat. Les traditions austères du passé se perdirent peu à peu et les vices du système judiciaire électif se développèrent rapidement.

Nous ne parlerons pas du système transitoire qui est résulté de la reconstruction. Il y a eu de bons et de mauvais choix provenant de l'élection aussi bien que des nominations directes. Mais nous avons pu constater qu'en général la magistrature issue de cet état de choses anormal, avait été loin de donner satisfaction, surtout dans les paroisses.

La multiplicité des procès résultant des troubles apportés dans toutes les relations par les événements des dix dernières années, n'a fait que rendre plus apparente l'insuffisance de la plupart de nos juges actuels. Tout le monde est d'accord, aujourd'hui, pour réclamer une réforme profonde dans le personnel de la magistrature et dans l'organisation des tribunaux.

Les vices du système électif sont donc exposés et discutés à nouveau. On fait ressortir que l'intrigue et la camaraderie l'emporteront toujours dans les conventions primaires sur la capacité et le talent, et, comme on n'a pas eu, d'un autre côté, à se louer des nominations directes faites depuis quelques années, on cherche un moyen terme pour trouver un procédé qui assure de meilleurs choix. D'ailleurs la législation actuelle prescrit l'élection des juges en novembre et elle ne pourra être modifiée que plus tard.

On a proposé de laisser aux membres du barreau eux-mêmes le soin désigner ceux d'entr'eux qui conviennent le mieux pour remplir les places de juges. La proposition a quelque chose de séduisant au premier abord. Les avocats sont, dit-on, mieux que personne à même de connaître les aptitudes, l'intégrité et la fermeté des candidats. Cela est vrai, mais c'est ici le cas de distinguer.

Sur huit cents avocats environ que nous avons à la Nouvelle Orléans, il n'y en a pas plus d'une centaine qui pratiquent régulièrement leur profession. Ces cent avocats qui seuls pourraient faire des choix en connaissance de cause, seraient donc en minorité si les 700 autres venaient, mus par l'esprit de parti ou de camaraderie, participer à la désignation des candidats. On retrouverait dans une assemblée générale du barreau les mêmes intrigues que dans une convention primaire, et les choix qui en sortiraient pourraient être encore plus mauvais que ceux qui émaneraient directement des délégués du peuple. Il faut donc chercher un autre mode pour arriver à la désignation des candidats.

Un membre du barreau écrit au *Times* pour critiquer le mode proposé de l'élection des candidats par les avocats et il fait lui-même la suggestion suivante :

Le seul mode qui permette d'appliquer l'idée de faire choisir les candidats par le barreau d'une façon satisfaisante, serait que toutes les parties politiques s'accordassent pour désigner un certain nombre de représentants dans un comité du barreau, lesquels seraient choisis dans chaque paroisse, que le pouvoir de choisir ces candidats fût transféré à ce comité. Si les parties ne parvinssent pas à s'entendre, que chaque parti nommât son propre comité de quinze ou vingt avocats et lui confiât le soin de faire des nominations qui lieront le parti. Le comité ainsi nommé, en vouant un serment et par des engagements d'honneur réciproques, parviendra probablement à choisir une bonne magistrature, exempte des objections qu'on a fait valoir contre le qui résultent des systèmes modes discutés précédemment. Naturellement aucun candidat ou parent d'un candidat ne devrait faire partie du comité.

Nous reproduisons cette suggestion parce qu'elle nous paraît indiquer une bonne voie. On peut en discuter les mérites, proposer une autre méthode pour la formation du comité, mais il nous semble qu'un nombre restreint des membres anciens et respectables du barreau, non candidats eux-mêmes, constitueraient la meilleure convention pour désigner les candidats aux divers postes de la magistrature.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à pédale de chaînette. Elle se vend au No. 103, de la rue du Canal

Arrestation de Lucia Medrel.—Dans notre dernière édition nous avons publié un procès au *Republican* contre un M. de Verneuil pour avoir publié comme lui étant décédé de Bastia, par un correspondant particulier, le compte-rendu du procès de Lucia Medrel, procès imaginaire que le *Figaro* avait inventé pour tendre un véritable piège à ses confrères.

Il est certain que la plaisanterie était ingénieuse et si bien réussie que le procès a produit une véritable émotion. La *République Française*, comme tant d'autres, s'y est laissée tromper, et y ajoutant foi, semblait le petit tort d'en faire une propriété un peu trop personnelle. Toutefois, nous prévenons que la menace du procès n'est que la continuation et le dénouement de cette mystification spirituelle, qui sans doute s'arrêtera là.

Il y a des juges à Berlin.—Le prince de Bismarck vient d'être mis en cause dans un curieux procès devant le tribunal civil de Berlin. Un ancien député du Schleswig-Holstein ayant intenté des poursuites en dommages aux fins de se faire reconnaître le droit à une pension annuelle, le prince de Bismark avait renvoyé l'affaire à la chancellerie de l'empire, et celle-ci avait chargé M. Lüdicke, conseiller intime, de représenter le prince devant le tribunal. M. Lüdicke comparut effectivement à l'audience, au nom de la chancellerie impériale, contre le plaignant, qui a perdu en première instance.

Lorsque le délégué de la chancellerie voulut faire valoir ses motifs contre la demande du requérant, le président contesta la compétence du conseiller intime, prétendant que, en vertu des lois de l'empire, la chancellerie ne peut pas représenter le fisc, ce que le chancelier en personne peut seul faire légalement, et conclut en condamnant le prince de Bismark fût condamné par contumace pour n'avoir pas comparu personnellement.

Le tribunal a raison, dans un cas, le bien fondé de la demande du plaignant est à examiner par le juge ; dans l'autre, il a accepté une mission qui ne peut être remplie que par le chancelier de l'empire. Le chancelier de l'empire a la liberté absolue de choisir son représentant, et ce représentant ne peut être forcé de se présenter devant le tribunal. Le prince de Bismark fût condamné par contumace pour n'avoir pas comparu personnellement, et, en outre, à la somme demandée à titre de dommages-intérêts.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* que nous avions trouvé un peu alarmiste, en fait l'écho d'un bruit plus rassurant pour la cause de la fusion. Suivant ce bruit, le gouverneur Warmoth soutiendrait sérieusement McEnery, Penn et le reste des candidats de la fusion.

Notre confrère contient un énergique appel aux bons citoyens pour qu'ils s'organisent et qu'ils se mettent à l'œuvre. Nous joignons notre voix à la sienne. Il n'y a pas de temps à perdre.

Le *Picayune* approuve le plan des deux conventions de paroisse, l'une pour nommer les candidats à la législature et aux places de la magistrature, l'autre pour nommer les candidats aux charges municipales. Il y a des arguments pour et contre ce projet et nous nous réservons de l'examiner.

Le *Picayune* publie la pétition de l'avocat-général Belden contre la compagnie du chemin de fer du Nord de la Louisiane et du Texas.

Le *Times* a un article très sensé sur les pamphlets qui répètent à l'état de faits historiques, de simples rumeurs calomnieuses qui ne reposent sur aucun fondement. L'esprit de parti qui a inspiré depuis quelques années les ouvrages historiques publiés aux Etats-Unis, a joué un grand discrédit sur cette branche de la littérature américaine. Cet article est motivé par le procès en diffamation que dirige George N. Sanders contre les frères Harper, éditeurs d'un ouvrage du major général Hazen, ouvrage dans lequel Sanders est représenté comme ayant voulu introduire la petite vérole dans les villes et les armées du Nord pendant la guerre de sécession, accusation absurde au dernier point.

Le *Times* publie l'opinion d'un membre du barreau sur le procédé à employer pour choisir les candidats aux places de juges ; cette opinion est contraire au procédé proposé pour l'élection des candidats par tous les membres du barreau. Le correspondant propose que chaque parti politique choisisse dans le barreau un certain nombre de membres, non candidats eux-mêmes et qui réunis formeront le comité chargé de faire les nominations.

Nous avions fait ressortir hier, en termes courtois, ce qui nous paraissait et ce qui nous paraît encore être une contradiction dans un article du *Times*. Ce journal s'irrite et se plaint de la manière dont nous faisons généralement notre revue de journaux. Nous laisserons de côté ce reproche général que nous ne croyons pas fondé, pour nous occuper de la question de savoir si, oui ou non, le *Times* a commis une contradiction.

Si l'Etat n'est pas lié par des contrats frauduleux, il ne peut être lié par des contrats dûs à la *corruption* de ses agents, car il n'y a pas de contrats plus frauduleux que ceux-là. Le *Times* se rejette sur la question de l'autorité dont étaient revêtus les agents. Mais un agent n'a je, mais l'autorité de vendre son vote ou sa signature, et celui qui l'a acheté étant partie à la fraude et à la corruption, n'a pas de titre valable.

Quant aux tiers, ils ne peuvent avoir plus de droits que ceux de qui ils tiennent leurs titres, et ils ne peuvent argue d'un contrat qui est vicié dans son essence même par la fraude on la vénalité. L'Etat pourrait prendre en considération la bonne foi des tiers dans certains cas, mais il n'est pas, selon nous, tenu légalement de respecter des lois ou des obligations qui ont eu pour cause la corruption des législateurs ou des autres mandataires de l'Etat.

Le *Republican* se livre à des dissertations sur le commerce et la population, sans il fait une petite pointe contre les droits des Etats, mais il est silencieux sur les questions du jour. Ce journal inaugure une nouvelle communication d'Emerson Bentley contre la fusion ; on personnage persiste à demander une nouvelle convention indépendante de réforme (?).

Le *National Republican* assure que les républicains ont emporté l'élection de la Caroline du Nord, malgré les fraudes des démocrates et des libéraux et il espère qu'il en sera de même de l'élection du Maine qui a lieu lundi prochain. Il accable de dire d'où on fera venir les nègres destinés à assurer la victoire des républicains par le procédé bien nouveau consistant à introduire la petite vérole dans les villes et les armées du Nord pendant la guerre de sécession, accusation absurde au dernier point.

Le *Times* publie l'opinion d'un membre du barreau sur le procédé à employer pour choisir les candidats aux places de juges ; cette opinion est contraire au procédé proposé pour l'élection des candidats par tous les membres du barreau. Le correspondant propose que chaque parti politique choisisse dans le barreau un certain nombre de membres, non candidats eux-mêmes et qui réunis formeront le comité chargé de faire les nominations.

Nous avions fait ressortir hier, en termes courtois, ce qui nous paraissait et ce qui nous paraît encore être une contradiction dans un article du *Times*. Ce journal s'irrite et se plaint de la manière dont nous faisons généralement notre revue de journaux. Nous laisserons de côté ce reproche général que nous ne croyons pas fondé, pour nous occuper de la question de savoir si, oui ou non, le *Times* a commis une contradiction.

Si l'Etat n'est pas lié par des contrats frauduleux, il ne peut être lié par des contrats dûs à la *corruption* de ses agents, car il n'y a pas de contrats plus frauduleux que ceux-là. Le *Times* se rejette sur la question de l'autorité dont étaient revêtus les agents. Mais un agent n'a je, mais l'autorité de vendre son vote ou sa signature, et celui qui l'a acheté étant partie à la fraude et à la corruption, n'a pas de titre valable.

Quant aux tiers, ils ne peuvent avoir plus de droits que ceux de qui ils tiennent leurs titres, et ils ne peuvent argue d'un contrat qui est vicié dans son essence même par la fraude ou